

Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
contact@solidaires.org

solidaires.org

[@UnionSolidaires](https://www.facebook.com/UnionSolidaires)
[@UnionSolidaires](https://twitter.com/UnionSolidaires)
[@union_solidaires](https://www.instagram.com/union_solidaires)



ÉGALES

mars 2025



ÉDITO

8 MARS 2025 :

MOBILISÉ·ES ET EN GRÈVE FÉMINISTE !

En 2025, la progression de l'extrême droite partout dans le monde menace toujours plus les droits des femmes et des minorités de genre. À l'international, les gouvernements de Milei, Trump, et Meloni s'attaquent à l'IVG, aux droits des personnes trans, ou des victimes de violences sexuelles. En France, les gouvernements successifs sont toujours plus réactionnaires. Ils ne cessent d'instrumentaliser les luttes féministes à des fins racistes et xénophobes. Leurs politiques austéritaires et conservatrices s'attaquent aux droits des femmes et des LGBTQIA+. Quant à l'égalité salariale, elle est très loin d'être au rendez-vous avec des écarts de plus de 20 %.

En plus de l'appel à la grève de Solidaires, vous retrouverez dans ce bulletin des exemples de préavis de grève spécifique pour le 8 mars, des conseils pour organiser une grève, mais aussi des articles sur des luttes en cours et à venir, de nouveaux droits à conquérir comme le congé hormonal. Vous trouverez la suite de notre série « Les femmes, les mines, la terres » et des conseils de podcast féministe. Enfin dans ce bulletin nous rendons un hommage à notre camarades et amie Gislène Gauvrit qui nous a quitté au moins de décembre.

C'est pourquoi cette année encore, l'Union syndicale Solidaires appelle à se mettre en grève féministe et à participer aux mobilisations le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes !

**Ce 8 mars
mettons-nous toutes
et tous en grève !**



GRÈVES DES FEMMES, GRÈVE FÉMINISTE !

Il y a toujours eu des grèves de femmes ! Et ce tout au long de l'histoire.

On peut citer celle des Pen Sardines en 1925 à Douarnenez qui a duré plusieurs mois et leur a permis d'obtenir des revalorisations salariales après une longue bataille.

On retrouve des grèves de femmes en lien avec l'apparition du mouvement féministe des années 70, notamment une grève en 1974 de la reproduction qui visait autant à avoir le droit à l'avortement, que d'avoir le choix d'avoir ou pas des enfants.

On peut citer aussi la grande grève aux Etats-Unis pour les 50 ans du droit de vote, ou la grève en Islande suivie par 90 % des islandaises sur la question de l'égalité salariale en 1975, comme celle en Suisse en 1991 sur cette même thématique.

En France, ce sont les toulousaines en 2012 qui reprennent cette idée de grève des femmes en posant la nécessité un 8 mars de cesser le travail, de jeter symboliquement des gants de ménage en manifestation, et qui voit des crèches et écoles fermer. La commission femmes de Solidaires s'empare de cet exemple et va ensuite voir le CNDF (comité national du droit des femmes) pour proposer cette modalité d'action et de lutte afin de dynamiser les 8 mars journée internationale pour le droit des femmes.

Porter la grève des femmes était à la fois remettre la radicalité dans le mouvement féministe du 8 mars. La grève des femmes, c'est aussi la grève du travail domestique, et en élargissant la notion de grève au-delà de la grève du travail dit « productif » c'était aussi l'idée de porter le débat des luttes féministes dans nos organisations syndicales et de visibiliser la situation des femmes autant dans le monde du travail que dans la société toute entière.

C'est aussi en 2015 qu'on voit tous les mouvements internationaux, et spécialement sur les ques-

tions de violences sexistes et sexuelles s'étendent et porter une dynamique féministe qui va s'agréger et aboutir aux mouvements massifs de « grève féministes » spécialement en 2018, avec l'exemple des femmes espagnoles massivement en grève et dans la rue ce jour-là .

Dans ces années 2016 à 2018, le débat sur la grève des femmes, grève féministe s'étend également à la CGT, à la FSU, avec des réticences sur la grève « des femmes » qui serait clivante (parce que ne s'adressant qu'aux femmes) et progressivement c'est la notion de grève féministe qui s'impose (les hommes

pouvant être féministes, ou plus précisément alliés des féministes). En 2023 lors du mouvement social des retraites, l'ensemble des organisations syndicales appellent à rejoindre le 8 mars (même si certaines restent réticentes et n'iront pas sur l'appel à une grève féministe).

En 2024, et encore cette année, l'appel intersyndical au 8 mars est large et en 2025, la CGT, Solidaires, la FSU, mais aussi la CFTD, l'UNSA, et la CFE-CGC appellent à la grève féministe !



La grève féministe fait le focus sur l'idée que sans les femmes le monde s'arrête. L'épisode Covid a mis en avant les métiers essentiels très largement occupés par des femmes (et des personnes issues de l'immigration), les premières de corvée. L'enjeu porte évidemment sur la grève du travail dit productif, mais aussi sur le travail « reproductif » dévolue aux femmes (tâches domestiques, éducation des enfants, soins des proches...), qui permet au capitalisme de fonctionner, et qu'il est important de reconnaître car étant fondamental parce qu'il sert plus largement la vie, et l'habitabilité de la planète ! (voir le livre « Mobilisées » de Fany Gallot et Pauline Delage).

La grève féministe permet ainsi la repolitisation du travail du soin des autres, mais aussi il fait se réapproprier la grève, et des formes de mobilisation qui sont utiles à tout le mouvement social !

LES OUTILS POUR FAIRE GRÈVE

Tout d'abord comment construire la grève, pour cela on vous met la fiche outil de Solidaires Paris sur «Construire la grève féministe du 8 mars». Cela permet de donner des idées sur ce que l'on revendique, comment on le fait, comment on anime une réunion, le préavis.....

Des liens pour aller plus loin

- [8 mars, grève féministe ! \(Solidaires\)](#)
- [Fiche n°7 le droit de grève \(Solidaires\)](#)
- [Préavis de grève Fonction Publique 2025](#)
- [Le matériel de Sud Educ pour le 8 mars](#)
- [Le site de Grève Féministe](#)

Exemple de revendicatif

SUD éducation appelle à se mettre en grève le 8 mars et à participer massivement à toutes les initiatives et mobilisations.

SUD éducation revendique :

- >une organisation du travail revue au prisme de la vie globale des agentes ;
- >la revalorisation des salaires et des carrières des métiers féminisés ;
- >l'application pleine et entière de la circulaire du 9 mars 2018 relative à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique ;
- >le bénéfice systématique de la protection fonctionnelle pour les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles au travail ou de violences conjugales ;
- >une formation à l'Evars de l'ensemble des personnels sur temps de travail avec les associations spécialisées sur ces sujets ;
- >des moyens financiers pour permettre l'effectivité dans toutes les classes des trois séances annuelles d'Evars en effectif réduit, ainsi que le financement d'association spécialisées ;
- >l'introduction dans les programmes dès le plus jeune âge des notions de LGBTIphobies et d'identité de genre ;
- >la suppression de la clause de conscience concernant l'IVG, l'accès effectif à l'IVG sur l'ensemble du territoire et une constitutionnalisation du droit à l'IVG incluant les personnes trans ;
- >la mise en œuvre d'un congé hormonal sous la forme d'ASA rémunérée ;
- >la reconnaissance de l'endométriose comme affection longue durée en tant qu'ALD 30 ;
- >la mise à disposition de protections périodiques dans les établissements ;
- >la fin des injonctions et des violences sexistes, racistes et LGBTIphobes à l'encontre des élèves et étudiant-es.

Exemple d'action à mener le matin de la grève du 8 mars



LE 8 MARS, JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES

FAISONS LA GRÈVE FÉMINISTE!



Faisons la grève au travail: **beaucoup de métiers du soin, du lien, du commerce, du nettoyage, de la culture sont majoritairement féminisés et travaillent le samedi !**

Faisons la grève dans nos foyers (des tâches ménagères, des courses, de la consommation...): **parce que sans les femmes et leur travail "reproductif" (qui permet aux siens de reprendre des forces, de s'éduquer, de gagner leur vie dans un travail dit productif) tout s'arrête!**

Interrompons toute activité productive et reproductive, formelle et informelle, rétribuée et gratuite. Participons activement partout aux actions et manifestations. **Réapproprions-nous tous les espaces !**

DIX RAISONS (ET PAS LIMITATIVES...) DE FAIRE LA GRÈVE FÉMINISTE LE 8 MARS :

→ **Les inégalités salariales persistent et les inégalités au travail restent légions :** temps partiels, congés parentaux essentiellement pris par les femmes, carrières moindres, métiers féminisés dévalorisés avec les salaires les plus bas... et ce n'est pas l'Index égalité qui peut changer les choses !

→ **Les inégalités à la retraite s'aggravent au fil des réformes régressives... la retraite à 64 ans pénalise particulièrement les femmes !** Le gouvernement veut maintenant "négocier" sur les droits familiaux et conjugaux, rappelons qu'il a déjà envisagé de mettre fin aux mesures compensatoires et aux pensions de réversion en 2023 !

→ **Les femmes handicapées subissent d'autant plus toutes ces violences et inégalités.**

→ **Les discours de l'extrême droite, des réactionnaires et des conservateurs gagnent du terrain :** discours de haine qui pointent les étrangers comme boucs émissaires des violences faites aux femmes, retour des femmes au foyer, multiplications des attaques LGBTQI+phobes. Partout dans le monde quand l'extrême droite accède au pouvoir les femmes, les minorités de genre, les migrant-es en sont les premières cibles, à l'image de Trump aux Etats-Unis, ou de Méloni en Italie...

→ **Stop aux injonctions contradictoires sur les corps des femmes !** Trop couvertes ou pas assez, trop minces, grosses, grandes, etc., c'est le contrôle permanent !

→ **Les femmes sans papiers sont confrontées à la surexploitation et aux discriminations,** épuisées par les conditions de travail dans lesquelles elles exercent leurs métiers et la loi immigration et la circulaire Retailleau ont considérablement aggravé leur situation.

→ **Au quotidien, les femmes et minorités de genre subissent les violences sexistes et sexuelles** Nous continuons à compter nos mortes car il n'y a aucune volonté politique de lutter contre les violences faites aux femmes et aux enfants. Le procès des 51 violeurs de Gisèle Pélicot a rappelé que les violeurs sont des hommes "ordinaires", et que la culture du viol persiste dans les différentes strates de la société. La nomination de Darmanin mis en cause pour des violences sexistes et sexuelles comme garde des sceaux est une véritable provocation... Malgré la ratification par la France de la convention 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement au travail, il n'y a toujours pas de droits supplémentaires accordés aux femmes victimes de violences!

→ **Pour le droit de choisir d'avoir un enfant ou pas :** l'avortement est menacé de par le monde. En France l'inscription dans la constitution de l'IVG ne doit pas masquer les obstacles liés au manque de moyens du service public de la santé pour recourir à l'IVG. Et dans le même temps Macron continue de nous parler de « réarmement démographique »... Au lieu de politique nataliste au relent vichyste, le gouvernement devrait prendre à bras le corps la question des inégalités femmes/hommes, et des manques de crèches!

→ **Pour l'éducation, pour les enfants, l'éducation à la Vie Affective Relationnelle et Sexuelle pour toutes et tous maintenant !** Des groupes réactionnaires stigmatisent toutes les tentatives d'éducation non sexiste et/ou à la sexualité, seule manière de combattre le patriarcat à la base

En solidarité avec toutes celles qui encore aujourd'hui dans le monde sont emmurées, exécutées, qui font face à des bombardements massifs, au génocide, à l'exode, sont victimes de viols de guerre, peinent à nourrir leur famille et elles-mêmes, de toutes celles qui se défendent farouchement pour recouvrer ou obtenir leur liberté et leurs droits, qui sont confrontées aux conflits armés, aux régimes fascistes, réactionnaires, théocratiques et colonialistes.



SOLIDAIRES REVENDIQUE !

→ Une augmentation immédiate des salaires privés et dans le public et la revalorisation dans tous les métiers féminisés : éducation, santé, soins, commerce, nettoyage, etc., des moyens et des sanctions réelles pour les entreprises et administrations qui ne réduisent pas ces inégalités!

→ Un partage du congé parental mais qui soit mieux rémunéré et d'une durée suffisante plutôt qu'un congé de naissance!

→ La suppression des dernières réformes des retraites, particulièrement régressives pour les femmes et un retour à la retraite à 60 ans et 37,5 annuités.

→ Le droit à disposer de nos corps et de faire des enfants ou pas!

→ de vrais moyens pour accéder à l'IVG sur l'ensemble du territoire et sans culpabilisation des personnes qui avortent.

→ Un vrai service public de la petite enfance et de prises en charge de la dépendance!

→ Le droit d'être libres de nos choix vestimentaires, de nos corps, à vivre nos identités de genre et nos sexualités

→ 3 milliards pour se donner les moyens d'une vraie lutte contre les harcèlements sexuels, les féminicides, et toutes les autres violences faites aux femmes au travail et partout!

→ L'abrogation de la loi immigration et de la circulaire Retailleau!

→ D'intégrer le prisme du genre, comme celui du handicap à toutes les politiques publiques.

→ De nouveaux droits : d'avoir des traitements et une recherche médicale propre aux femmes, des droits nouveaux en termes de congés hormonaux pour toutes les femmes.

→ Une éducation non sexiste et qui pointe les discriminations de toute nature!

POUR SOLIDAIRES, SEULE LA GRÈVE FÉMINISTE PEUT CONSTRUIRE ET AMPLIFIER LE RAPPORT DE FORCE INDISPENSABLE POUR CHANGER DE CAP! POUR LE DROIT DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ!



[grevefeministe.fr](https://www.grevefeministe.fr)

facebook : @UnionSolidaires
Bluesky : @Solidaires.org
instagram : @union_solidaires
mastodon : @UnionSolidaires@climatejustice.social
telegram : <https://t.me/solidaires>
tiktok : @syndicat.solidaires

STOP AUX VIOLENCES SEXUELLES ! SOUTIEN AUX VICTIMES DU PRÉDATEUR PÉDOCRIMINEL LE SCOUARNEC



Le 24 février 2025 s'ouvrira à Vannes un procès d'ampleur exceptionnelle contre Joël Le Scouarnec, ancien chirurgien accusé de 300 viols et agressions sexuelles principalement sur des mineur-es, dans l'exercice de ses fonctions.

Le Scouarnec a été condamné en 2005 pour consultation d'images pédopornographiques.

Malgré cette condamnation, il a été autorisé par l'ordre des Médecins, à continuer à exercer, notamment auprès d'enfants. En 2017, il a agressé sa jeune voisine de 6 ans. Suite à cela, il a été condamné en 2020 à 15 ans de réclusion criminelle pour le viol de 4 enfants. A l'occasion de l'enquête, nombre d'images pédopornographiques, ainsi que des journaux intimes détaillant les agressions sexuelles et viols que Le Scouarnec a fait subir à ses jeunes patient-es, ont été retrouvé à son domicile. Il exerçait alors dans des hôpitaux du Morbihan, du Finistère, d'Inde et Loire, de Charentes-Maritime et de Loire-Atlantique.

Un dispositif spécial est mis en place par la cour criminelle de Vannes pour accueillir ce procès et les très nombreuses parties civiles. En plus du tribunal, 2 grandes salles seront ouvertes pour

le public, la presse et un amphithéâtre d'une capacité de 400 personnes pour accueillir les parties civiles, leurs proches et leurs 65 avocats, dans l'ancienne fac de droit, à quelques mètres du tribunal. Les audiences seront retransmise dans les salles afin de pouvoir suivre le procès en direct. Le procès devrait durer 4 mois.

Cette affaire sordide montre une fois de plus la puissance destructrice du patriarcat et l'impunité des agresseurs : comment ce chirurgien a-t-il pu continuer à exercer auprès d'enfants après avoir été condamné pour pédopornographie ? Son lieu de travail constituait son moyen d'accéder à des proies : ce n'est pas anodin, et consitue une stratégie connue de nombre d'agresseurs.

Solidaires 56 appelle à se mobiliser dès le 24 février, auprès des collectifs, associations et organisations féministes, de défense des droits des enfants, pour soutenir les victimes. Comme lors du procès Pélicot qui a marqué l'année 2024, il y fort à redouter de voir de nouvelles humiliations infligées aux victimes.

Il faudra plus de que des procès hyper-médiatiques pour que la honte change réellement de camp.

Les violences sexuelles ne sont pas des faits divers mais des crimes qui touchent des milliers de personnes chaque année.

Par notre mobilisation, nous montrons que ces violences sont intolérables, nous montrons aux victimes que nous les croyons et que nous les soutenons.

Par notre présence massive, nos voix, nos actions, mettons fin à cette impunité, mettons fin aux violences sexistes et sexuelles !



Mobilisation

TOUTES AVEC JAMILA

En 2023, Jamila, comédienne au Studio théâtre de Stains, gagnait aux prud'hommes et au pénal en reconnaissance du harcèlement et de la discrimination qu'elle avait subi. Pour faire court, le théâtre avait tenté de la licencier parce qu'elle était enceinte. Devant son refus, un harcèlement avait commencé.

Comme nombre de femmes, Jamila a commencé à entendre qu'elle ne pourrait jamais gagner, jamais prouver ce qui lui était arrivé. Son obstination et notamment son réflexe d'enregistrer les insultes, le travail syndical fait par Solidaires 93 et Sud culture, l'avocate choisie (Maude Beckers) ont permis de renverser les choses.

Le dossier est édifiant, en plus de Jamila, d'autres femmes témoignent. Devant le tribunal, le cas ne faisait pas de doute, les employeurs osent affirmer que c'était tout à fait normal de maltraiter les comédiennes mais aussi que jouer enceinte était inconcevable. Jamila les avait trahi, malheur à elle ! Non content d'avoir perdu, ils ont fait un appel.

Pour la soutenir dans cette nouvelle épreuve, rendez-vous est donné le lundi 3 mars place du Châtelet à partir de 12h.

Nous ne la laisserons pas seule ! La honte doit changer de camp !

[Sororité syndicale](#)



Culture

DES VISITES FÉMINISTES

Des visites guidées féministes et syndicales, c'est possible ! La guide-conférencière Anouk Colombani et le collectif d'histoire sociale Rue de la Commune proposent deux parcours dans Paris autour de la thématique des Communardes et des Résistantes. Deux balades historiques et sociales dans Paris pour illustrer et raconter une histoire commune au féminin. Communardes ! est issue d'une

première balade créée pour la formation nationale sur la Commune en 2021. La balade des Résistantes est liée à un travail sur les lesbiennes dans la Résistance. Les deux parcours font une large place aux travailleuses, aux syndicalistes et à la diversité des engagements des femmes lors de ces deux moments importants de notre histoire sociale. On y croise des fleuristes, des blanchisseuses, des dentistes, des enseignantes, des techniciennes, des postières... Des militantes tuées pour la cause mais aussi des survivantes qui n'ont eu de cesse de porter les luttes. On y parle des solidarités qui prirent corps dans des collectifs et dans la répression entre ces femmes.

Dates le 5 et le 9 mars !

Pour trouver ces visites, les autres : rendez-vous sur le site www.ruedelacommune.com



CRIMES SEXUELS EN EHPAD, NEGLIGÉS OU IMPUNIS

occupent pas : cela nuirait à leur image de reconnaître la réalité du problème, et le fait que les résidentes ne sont pas protégées alors que c'est le rôle de l'institution dans laquelle elles résident.

Les coupables

Ce sont tous des hommes ; très souvent, ils exercent une autorité morale sur la victime, soulevant la question de l'abus de faiblesse. Ils sont majoritairement soit salariés dans les établissements où ils sévissent, soit résidents. Le mâle prédateur n'oublie pas ses frustrations ni ne cesse ses méfaits avec l'âge ; sa recherche est la même que l'individu plus jeune : une proie à sa merci, parce que sérieusement handicapée, et discrète car elle a du mal à s'exprimer.

Les faux-fuyants des directions d'EHPAD

Même si les langues se délient parfois, les employé-es craignent régulièrement de parler de peur de perdre leur place - et c'est arrivé maintes fois que les contrats ne soient pas renouvelés à la suite de signalements.

Dans certains cas, les salarié-e-s, qui auraient souhaité faire appliquer les procédures,

les violences sexuelles (98% des victimes en EHPAD sont des femmes), la prévention ne soit pas une priorité. Les témoignages des victimes - quand elles acceptent de parler - et de leurs proches, sont cauchemardesques.

Des victimes très vulnérables

Selon le criminologue Julien Chopin les victimes sont précisément choisies par leurs agresseurs parmi les résidentes dont la fragilité due à leur état de santé - qui les rend incapables de témoigner - présente un danger pour elles face à ces prédateurs à l'affût.

Fréquemment, ces femmes sont veuves, et leur famille, quand elles en ont une, vient rarement leur rendre visite. Ces femmes sont en quelque sorte « disponibles » pour une agression, et ce que cherche l'agresseur, c'est un corps à sa disposition, comme un objet.

Nombre d'agressions se produisent pendant que les victimes sont endormies. Si des faits parviennent à être connus, malgré les précautions qu'ils prennent, c'est majoritairement par ce qu'il se font surprendre, en train de commettre leurs crimes.

La vulnérabilité des victimes les empêche de se défendre. Si les familles ne prennent pas toute la procédure en charge, il ne se passe rien. Les établissements ne s'en

On pouvait imaginer qu'une fois intégrée dans un EHPAD, à 80 ou 90 ans passés, une femme pouvait se sentir définitivement protégée - et devrait raisonnablement l'être réellement - de tout prédateur sexuel, d'un conjoint ou compagnon violent à son égard, ou de la malveillance perverse d'un individu de passage, d'un proche ou d'un voisin

Il n'en est rien, au contraire : un reportage de Médiapart publié en décembre 2022 rappelle que le Ministère des Solidarités reconnaît que le nombre d'agressions est probablement très élevé. L'enquête a retrouvé la trace d'une centaine de victimes de ces crimes judiciairisés depuis 2013 - ce qui n'est très certainement qu'une toute petite partie des agressions subies.

Maltraitance institutionnelle

Avec ce que nous avons appris, l'an dernier, à la suite de la publication de l'ouvrage « Les Fossoyeurs », de Victor Castanet, sur les mauvais traitements à l'encontre des résident-e-s des EHPAD du Groupe Orpéa, et sur l'inertie des pouvoirs publics qui n'organisent pas de contrôle systématique dans des établissements auxquels la collectivité verse pourtant d'importantes subventions pour assurer les soins et le bien-être des personnes qui y résident, on ne peut pas s'étonner que pour tout ce qui concerne la protection de la femme âgée contre





subissent même des pressions de leur direction pour ne rien dire à la famille.

Si les salarié-e-s des EHPAD détectent rarement les faits, c'est sans doute aussi qu'ils et elles n'ont pas le temps nécessaire pour faire des contrôles, discuter avec les résident-e-s et leurs familles régulièrement et

écouter leurs plaintes ou leurs angoisses face à une situation qu'elles pressentent sans nécessairement pouvoir la verbaliser facilement.

Le Code pénal, dans son article 40, précise pourtant clairement: toute autorité constituée a l'obligation de signaler délits et crimes à la justice. Très cyniquement, dans le but de ne pas charger inutilement les autorités judiciaires - avec des cas où les relations sexuelles pourraient être consenties - les directeurs-trices d'établissement attendent d'être en possession de suffisamment de preuves pour faire le signalement. Or, ce n'est pas du tout ce qui est prévu : le signalement doit être immédiat, et ce n'est pas au directeur-trice d'établissement de faire l'enquête préalable.

Il est également inadmissible que la loi ne soit pas respectée sur la question de la récidive. Or, toute personne ayant été condamnée pour un crime ou un délit de viol ou d'agression sexuelle ne peut être recrutée dans des établissements médico-sociaux. Mais le suivi ne

semble pas être fait systématiquement pour les vacataires très nombreux et nombreuses en Ehpad.

lir, qui comprend un volet de lutte « contre les maltraitances ». Voilà bien la preuve de la pusillanimité des responsables politiques : pourquoi ne pas poser clairement le problème des crimes sexuels en EHPAD, puisque c'est de cela qu'il s'agit ?

Ce n'est pas une surprise lorsque l'on songe aux réactions de personnalités politiques aux violences conjugales ou sexuelles dont se sont rendus coupables certains de leurs collaborateurs : nous avons assisté à un déni total de la gravité des faits. Alors s'agissant de victimes « invisibles », on peut craindre qu'ils manquent encore davantage d'empressement pour prendre des mesures. L'ampleur des alertes reçues, ne serait-ce que depuis 10 ans, aurait dû alarmer les pouvoirs publics et déboucher sur des plans de prévention solides, bien compris et bien appliqués par ceux et celles qui ont autorité.

Le Ministère des Solidarités se retranche derrière le fait qu'il faudrait former les intervenant-e-s en EHPAD à détecter les signes, simplifier les procédures. Mais qu'attendent-ils et

elles, puisqu'ils sont en charge de ces sujets ? Pourquoi existe-t-il des instructions précises pour évaluer les dangers lorsqu'il s'agit des enfants ou des adultes, et pas pour les senior-e-s ? Les atteintes sont aussi très mal vécues par les victimes âgées,

et laissent des séquelles psychologiques et physiques tout aussi graves !

Plus de silence

Pourquoi cette désinvolture, ce désintéret pour les difficultés de ces victimes très âgées ? Parce qu'elles vont bientôt mourir, et que bien vite on n'en parlera plus ?

N'est-ce pas la manifestation d'une absence d'assistance à personne en danger systémique : les tabous sont tels, l'énormité de ces violences si choquante que l'on préfère détourner les yeux pour ne pas en connaître l'ampleur ni la gravité, et devoir percer un abcès qui éclabousserait tant de monde ? Les procédures juridiques doivent s'adapter à ces violences spécifiques, afin de faciliter les signalements de la part des victimes ou des familles. Il faut obliger les directeurs et directrices d'EHPAD à faire les contrôles nécessaires, à former le personnel à détecter les risques, et protéger les salarié-e-s qui alertent, il faut imposer la mise à l'écart immédiate des agresseurs.

semble pas être fait systématiquement pour les vacataires très nombreux et nombreuses en Ehpad.

Des élu-e-s pu-dibond-e-s

Des député-e-s de la majorité ont déposé, fin 2022 une proposition de loi sur le bien-veil-



Les formations antisexistes à Solidaires

Ce qui existe au CEFI

Le féminisme fait partie intégrante de la démarche de formation à Solidaires! Les nombreuses thématiques des catalogues des structures locales et du CEFI national, reflètent notre préoccupation d'aborder ce sujet sous différents aspects. Les intersyndicales femmes organisées annuellement depuis 1998 nous permettent d'échanger sur des témoignages militants et des apports de chercheuses engagées, ce qui contribue à nourrir nos connaissances théoriques et pratiques. D'autres initiatives visent à outiller des futures formatrices des Solidaires locaux comme par exemple les derniers «chantiers antisexistes» de décembre 2024, où environ 40 militantes se sont retrouvées pour s'outiller et former par la suite dans leurs structures locales. Ces formations nationales s'articulent avec de nombreuses initiatives de formation dans les Solidaires locaux : agir syndicalement contre les inégalités Hommes/femmes, Agir contre les violences sexistes et sexuelles, agir contre les stéréotypes sexistes et pour l'égalité F/H... se former au féminisme est essentiel pour développer notre syndicalisme, il nous appartient donc de poursuivre la construction de ces espaces de formation.

Formation: En finir avec les politiques néo-natalistes pour plus d'égalité et de justice

Les commissions féministe et protection sociale de Solidaires ont organisé le 5 novembre une journée d'échanges et de débats autour de la politique familiale, politique que nous considérons nataliste et hétéro-patriarcale. Cette réunion était une opportunité de nous saisir collectivement de ces questions pour sortir de ces schémas et de ces normes.

Plus de 30 camarades de 11 structures différentes ont répondu à cette invitation

La matinée fut consacrée à plusieurs interventions suivies d'échanges et l'après-midi à des travaux en ateliers

La politique familiale se caractérise aujourd'hui par le versement de prestations monétaires, les prestations familiales et par des réductions ou des crédits d'impôts comme le quotient familial, le quotient conjugal et des aides fiscales liées à la garde d'enfants...) et si on veut être complet par des politiques publiques en matière de logements, de crèches Nous avons fait le choix de centrer nos débats sur quelques aspects

de la politique de la famille en lien avec les inégalités persistantes entre les femmes et les hommes qui empêchent l'acquisition de droits propres et l'émancipation des femmes.

Les ateliers de l'après-midi ont été sur la pension alimentaire ou CEEE, le service public de la petite enfance, et les congés familiaux.

Nous avons pris conscience du besoins d'approfondir nos connaissances sur les différents dispositifs existant pour construire notre revendicatif autour des questions tel que:

- aligner la durée du congé de paternité sur celle du congé post natal (ce qui est la réalité en Espagne)
- revoir le congé parental dans toutes ses dimensions (sa durée, son partage avec l'autre parent, sa rémunération)
- défiscaliser les pensions alimentaires en comprenant bien les problèmes de financement
- quelles services publics, leurs fonctionnements



CEFI: Contre les violences sexistes et sexuelles, se former pour agir !

Pour combattre les Violences Sexistes et Sexuelle (VSS) dans un système patriarcal qui les engendre et les perpétue, la formation est un incontournable. Connaître les statistiques des VSS permet de démontrer qu'il ne s'agit pas de faits isolés, mais d'un phénomène systémique. Il s'agit aussi de reconnaître et comprendre les différentes formes de violences faites aux femmes pour les identifier. Les comportements sexistes, voir le harcèlement et les agressions sexuelles sont encore trop souvent banalisés ou minimisés.

La formation permet aussi de se doter d'outils pour agir concrètement, pour prévenir, permettre des prises de conscience sur le lien entre «sexisme ordinaire» et violences sexistes, faciliter la parole, la recueillir. Et ainsi pouvoir accompagner des victimes. Pour cela comprendre les lois et mettre en avant les obligations et responsabilités des employeurs est indispensable. Les VSS agissent aussi sur les inégalités au travail, en termes de carrière ou de rémunération des femmes.

Les formations permettent de construire des actions, des revendications, des outils de signalement et de traitement... pour agir dans nos entreprises et administrations. Mais aussi dans nos syndicats, où comme ailleurs peuvent s'exercer des violences sexistes et sexuelles.

La formation des militant-es de notre union est un rouage essentiel dans le processus de prise en charge syndical de ces questions et plus largement pour lutter pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Pour trouver [la formation du CEFI sur les VSS](#) la plus proche de chez toi

Formation à venir



Les intersyndicales femmes 2025 – Les 3 et 4 avril

2024

Depuis 1998, les journées Intersyndicales Femmes réunissent chaque année plus de 300 militant-es de la CGT, de la FSU et de Solidaires.

Ces journées donnent la parole à des chercheuses, des associations, et des femmes concernées sur quatre thèmes relatifs aux droits des femmes. Elles permettent à l'ensemble des participantes de réfléchir, échanger et s'armer pour porter ces questions dans nos syndicats, nos lieux de travail et au-delà. Elles mettent en lumière la manière dont la domination patriarcale s'exerce sur nos vies entières et démontrent que les luttes pour nos droits sont des enjeux profondément sociaux et syndicaux.

L'intersyndicale poursuit ses réflexions les 3 et 4 avril 2024 à la salle Henaff de la Bourse du Travail de Paris.

La matinée du jeudi sera consacrée à la construction des masculinités, ses conséquences sur le travail et ailleurs, avec l'objectif de mieux les comprendre pour mieux les combattre.

La journée se poursuivra sur la nécessité d'éduquer et former pour combattre le patriarcat.

Le vendredi matin sera consacrée à l'intersectionnalité, d'hier à aujourd'hui.

Enfin, nous conclurons les journées intersyndicales par une table ronde sur la santé des femmes, un autre facteur d'inégalités professionnelles.

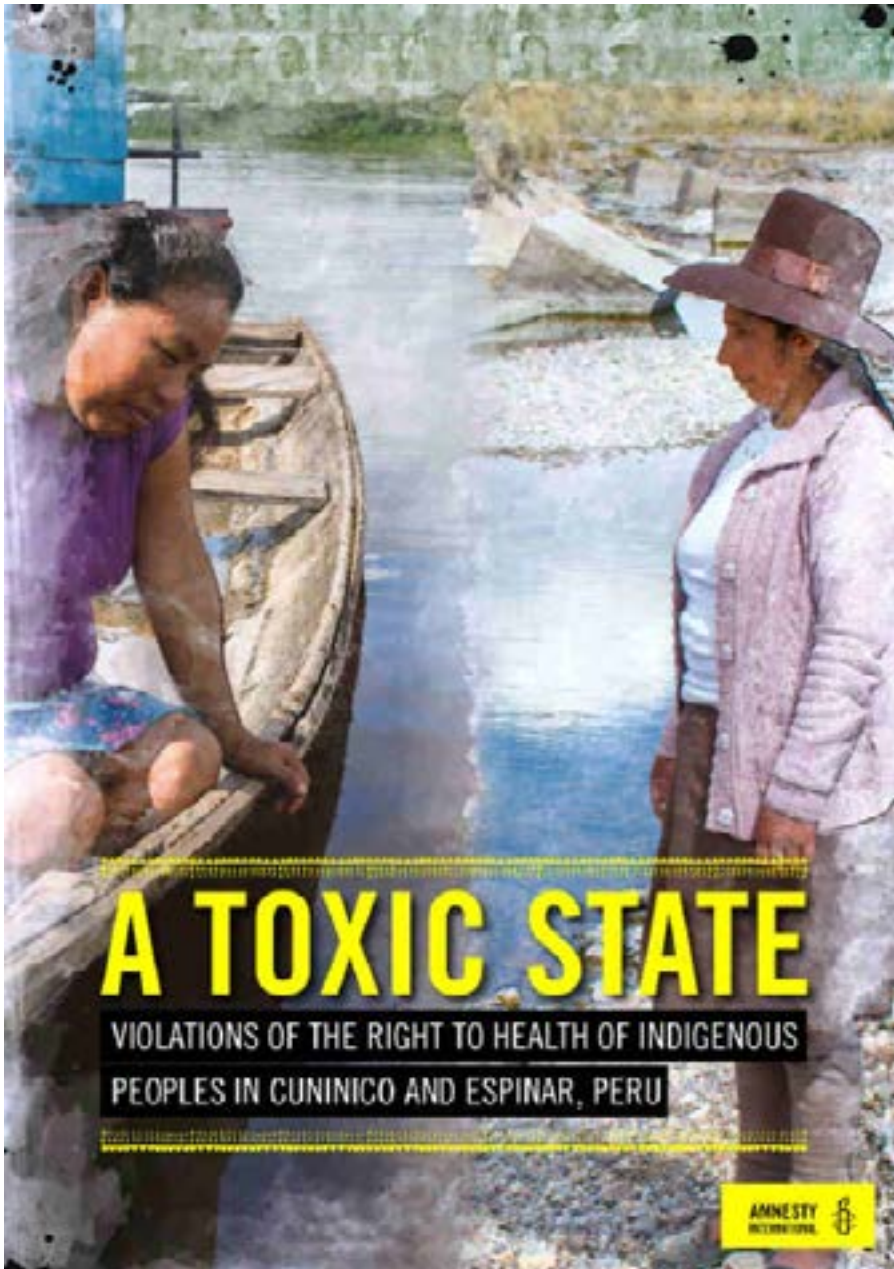
L'énergie et l'intelligence collective qui se dégagent des rencontres sont des leviers incontestables pour nos organisations syndicales et renforcent notre détermination pour mener les luttes féministes sur nos lieux de travail comme dans l'ensemble de la société.



LES FEMMES, LES MINES, LA TERRE

Article 4

Un série qui vous raconte l'impact de l'extractivisme minier sur les femmes des communautés andines dans le sud du Pérou



Face aux graves violences d'État qui permettent de garantir l'exploitation des richesses par les entreprises minières transnationales, les modalités de résistance sont multiples. Ce quatrième article de la série « les femmes, les mines, la terre » fait le point sur les différentes stratégies, parfois ambiguës, des communautés andines, depuis les conflits éco-territoriaux jusqu'à l'activité minière informelle aux mains de communautés.

Si la principale modalité d'action des ouvrier-es a historiquement été la grève, les stratégies paysannes au Pérou se tournent depuis toujours vers le blocage des routes. Globalement pacifiques (la conscience du caractère mortel de la répression policière sur les mouvements paysans et autochtones prévaut), ces mobilisations sont en règle générale le dernier recours, après des mois voire des années à essayer de dialoguer avec l'État et avec l'entreprise minière. Il s'agit souvent

de stratégies de négociations, pour obliger les acteurs "puissants" à s'asseoir autour de la table quand cela fait des mois qu'ils font tourner en rond les communautés. Cependant, ces "coups de pression" ne produisent que rarement l'effet escompté, et le rapport de force reste souvent inchangé.

Parfois, les mobilisations prennent un tournant plus violent. Cela a été le cas, par exemple, ans le district de Quiñota (province de Chumbivilcas) en 2018, lors de la rupture d'un barrage contenant de la boue toxique (déchet industriel des entreprises). Les produits toxiques se sont alors déversés dans les cours d'eau qui garantissent la survie sanitaire et économique des communautés, et les communautés ont explosé de rage. Elles en sont venues à brûler le campement minier et les véhicules de l'entreprise. Cependant, cet accès de rage (par ailleurs plus que légitime) finit souvent par se retourner contre elles, et les dirigeants des communautés doivent faire face jusqu'à aujourd'hui à des procès en justice particulièrement lourds.

Une autre stratégie est de faire alliance avec des ONGs de protection de l'environnement et des droits humains. Amnesty International a par exemple produit un rapport, intitulé "État toxique", qui revient sur les manquements de l'État péruvien à garantir le droit à la santé environnementale. Différent-es dirigeant-es paysannes ont été invité-es par des organisations internationales à se présenter devant l'ONU afin de témoigner de l'effet de la pollution par métaux lourds dans leurs communautés. Ainsi également, le cas de La Oroya (centre métallurgique situé dans les Andes centrales péruviennes) a récemment gagné un procès contre l'État péruvien devant la Cour Interaméricaine des Droits Humains, du fait des graves affectations à la santé liées à la pollution de l'industrie métallurgique. Ce jugement très favorable intervient néan-

moins après plus de vingt ans d'organisation et de luttes des personnes affectées – avec des dizaines de personnes mortes de cancer avant de voir le jugement de la CIDH - ; et la lutte continue pour que l'Etat péruvien mette en place les recommandations et garantisse une attention médicale adéquate aux victimes. Comme le rappelle l'adage, "la justice qui arrive tard n'est pas juste".

Face à l'inefficacité générale des stratégies institutionnelles et politiques, de nombreuses communautés parient aujourd'hui sur l'exploitation informelle de leurs propres ressources minières, et l'empouvoirement économique que cela engendre, comme modalité pour mieux se défendre face à l'Etat et aux entreprises transnationales.

La pandémie de COVID-19 et le confinement a poussé de nombreux paysans qui avaient migré vers des mines informelles sur la côte ou dans l'Amazonie, à retourner dans leurs communautés d'origine. Forts de leur savoir faire technique, d'un peu de capital et de contacts avec des investisseurs miniers, de nombreux "retournants" (comme on les appelle) ont commencé à ouvrir des galeries souterraines et à exploiter

l'or, le cuivre, l'argent et le plomb dans leurs propres communautés. Avec la hausse des prix de ces métaux précieux sur le marché international, de nombreuses communautés autochtones de Cotabambas et Chumbivilcas connaissent actuellement une croissance économique très rapide.

L'argent des mines informelles leur permet tout d'abord de mieux négocier avec les entreprises transnationales. C'est le cas de la communauté de Pamputa (Cotabambas), par exemple, qui refuse de négocier avec sa voisine MMG Las Bambas car l'exploitation communautaire leur fait gagner beaucoup plus que les "miettes" qu'offre l'entreprise. De plus, avec l'activité minière informelle, les membres de la communauté conservent le contrôle des modalités d'exploitation et de redistribution, et restent souverains sur leur territoire ancestral. La communauté de Qollana (district de Velille, province de Chumbivilcas) n'est pour sa part pas opposée à un accord avec l'entreprise Hudbay, mais à condition d'être son associée, et de recevoir 5 ou 10% des profits du projet. L'entreprise refusant cet accord, la communauté continue d'exploiter par elle-même son territoire: les

termes d'un possible accord ne sont pas négociables autrement.

L'argent de la mine informelle permet de payer de bons avocats, d'aller jusqu'à Lima pour faire le suivi des procès en cours, de payer les fonctionnaires publics souvent corrompus. Il permet de s'intégrer aux réseaux financiers et politiques du pouvoir, et ainsi de s'assurer une meilleure place à la table des négociations. Et il permet de ne pas avoir à accepter un projet transnational à n'importe quelle condition. Il permet également d'imposer un peu de respect dans la relation avec la société nationale, profondément traversée par le racisme et le mépris pour les habitant·es des zones rurales. Malgré toutes les ambiguïtés que peut représenter l'exploitation des mines informelles – on y reviendra dans le prochain article – l'empouvoirement économique des communautés leur permet de récupérer un peu de dignité dans un contexte historiquement oppressif.



Oeuvre de Johana Casafranca «Mes ancêtres m'ont appris à lutter»

La vie en Rouge

Elles sont sept. Sept femmes ayant connu la prostitution, de 22 à 67 ans, de divers horizons géographiques et socio-économiques... elles parlent au micro, aux auditeur-ices, entre elles de leur vécu dans la prostitution. Il ne s'agit pas seulement de témoignages – même si c'est déjà beaucoup. C'est aussi une parole située, puissante, intelligente, qui analyse leur vécu, le système prostitutionnel, et l'impact et les conséquences pour elles, et dans toute la

société. Une parole inédite, unique, sincère et libre. Elles ont en effet elles-mêmes entièrement conçu et réalisé ce podcast, elles ont choisi les sujets, avec qui elles voulaient parler, et comment. Elles ont aussi choisi le titre du podcast, et elles ont participé à toutes les étapes de sa réalisation. Conception, enregistrement, montage, diffusion. Disponible sur [Deezer](#), sur [Spotify](#)



Feministe: l'avant garde espagnole

Par Ilana Navaro. Pour LSD, Ilana Navaro a cherché à comprendre comment le pays d'origine du mot machisme en arrive à être une source d'inspiration en matière de politiques féministes. Depuis près de 20 ans, l'Espagne est à l'avant-garde, comment font les Espagnoles ?

En Espagne, le taux des féminicides est la moitié de celui de la France. La toute nouvelle loi sur le consentement cadre les violences sexuelles de façon radicale, et le mouvement féministe espagnol connaît un essor hors pair. Comment est-ce possible ? Cette série raconte le #metoo espagnol, et trace l'historique de cette mobilisation, qui s'enracine dans le combat contre la dictature franquiste.

Du mouvement social: Les Grèves Féministes - Histoire de luttes internationales



Ces dernières années, des grèves féministes massives ont vu le jour à l'international et trouvent des échos forts en France également. Aux États-Unis, en Islande, en Suisse, en Pologne, mais aussi en Espagne, en Argentine, et ailleurs, des voix de femmes s'élèvent contre les oppressions et pour défendre leurs droits dans le cadre de grèves massivement suivies. A l'approche du 8 mars, nous souhaitons leur donner la parole et nous interroger avec elles sur l'histoire, les conditions d'émergence et l'avenir de ces luttes.

<https://spectremedia.org/podcast/les-greves-feministes-histoire-de-luttes-internationales/?episode=707>

Podcast la suite



Militantes

Un podcast sur l'engagement et ses effets, au quotidien et sur toute une vie. Combats féministes, antiracistes, communistes, anarchistes, autour du travail, du genre, de la terre, des frontières ou encore de l'art, comment ces luttes bouleversent les vies de celles qui s'y consacrent ? La transmission de la parole et de l'histoire de militantes (femmes et minorités de genre) est au cœur de ce podcast qui propose de conjuguer itinéraires politique et personnel en prêtant l'oreille aux à-côtés, aux questions intimes et pratiques. «Militantes» est un podcast de Johanna Bourgault-Hipszman et Fanny Gallot produit pour Spectre.

<https://spectremedia.org/militantes/?playing=1571>



Les couilles sur la table

Le premier podcast sur les masculinités, créé par Victoire Tuillon. Un jeudi sur deux, Victoire Tuillon, Naomi Titti ou Tal Madesta parlent en profondeur d'un aspect des masculinités contemporaines avec un-e invité-e. Parce qu'on ne naît pas homme, on le devient.

Victoire Tuillon : «C'est un

titre un peu vulgaire mais que j'assume, une expression très répandue dans la langue française et qui résumait, je trouve, parfaitement le projet de l'émission : examiner les couilles, le symbole de la virilité et donc : les hommes»

Une émission érudite mais très accessible, souvent passionnante, qui s'intéresse au sexisme en partant des hommes. On y entend des spécialistes parler (en vrac et dans le désordre) de sexualité, d'injonctions sociales, de tâches ménagères, de harcèlement, de violence, de langage... Le tout avec une ambition affichée : de la domination masculine faire « table rase ».

<https://www.binge.audio/podcast/les-couilles-sur-la-table/>



Les femmes ont de la voix

En mars 2019, une étude de l'INA démontre que les femmes parlent deux fois moins que les hommes dans les médias et qu'on les invite davantage en qualité de témoin ou de victime qu'en tant qu'experte. Dans une société patriarcale dans laquelle il est encore difficile pour une femme de se faire entendre, parce que la voix des femmes compte et qu'elle est indispensable, des femmes seront invitées à prendre la parole et échanger autour de thèmes politiques et sociaux. Les Femmes Ont de la Voix ! c'est aussi - un festival d'éducation populaire créé en 2022, des formations à la réalisation d'anecdotes gesticulées et de conférences gesticulées

<https://audioblog.arteradio.com/blogger/22943/les-femmes-ont-de-la-voix>



Femmage

Gislène Gauvrit



La commission Féminismes de Solidaires souhaite rendre femmage à Gislène Gauvrit qui nous a quitté le 14 décembre.

Nous sommes tristes parce que nous perdons une camarade féministe, toujours attentive aux autres, à l'écoute, souvent discrète, avec l'engagement et la détermination à porter partout et particulièrement les questions d'égalité à travers les luttes féministes et LGBTQiA+.

Gislène était une femme engagée comme on en fait peu. Militante à Sud PTT, à Solidaires Loiret et figure du mouvement féministe d'Orléans. Elle avait participé au fonctionnement du Planning familial 45, elle a travaillé activement à la coordination du collectif orléanais de droits des femmes, elle était aussi à l'initiative de la création de l'association « Féministes en tous genres 45 », elle participait depuis des années à la Commission femmes -devenue féminismes- de Solidaires, construisait et animait des formations.

A ses côtés, nous avons appris la rigueur, l'importance du choix d'une date, d'un fait marquant. On apprécié son esprit de synthèse et ses qualités remarquables d'organisation. Dans les formations syndicales, elle était pragmatique et perspicace, elle savait nous ramener aux choses simples, rendant tout compréhensible pour tout le monde.

Dans la maladie, on a retrouvé son courage et son engagement.

Elle nous manquera pour continuer à bâtir un monde d'égalité, et en tant que camarade. Elle sera toujours à nos côtés dans nos luttes féministes, dans le travail, dans la rue et dans nos syndicats.

Invitation le 15 mars à partir de 16h à la Bourse du Travail (rue Théophile Naudy à Orléans) nous vous accueillerons pour un rassemblement en mémoire de Gislène Gauvrit. Nous avons partagé avec elle tant de moments de luttes, syndicales et féministes, de moments conviviaux et festifs. Nous profiterons de ce moment de partage pour évoquer ensemble tous ces souvenirs communs, de combats, d'échanges stimulants, qui nous ont portés. Ce sera aussi l'occasion de partager nos anecdotes. Solidaires et Féministes en tous genres 45 fourniront les boissons. Et pour le grignotage, on compte sur vous... Solidaires et Féministes en tous genres 45



Série

Cette minisérie (disponible sur FranceTV), librement inspirés de la grève des femmes de chambre de l'hôtel Ibis des Batignolles (Paris 17e), montre le quotidien des femmes de chambre d'un hôtel lillois travaillant en sous-traitance. Collègues malades dont il faut absorber la charge de travail malgré des cadences excessives, heures sup impayées et harcèlement permanent de petits chefs tyranniques sans compter les propos racistes et sexistes. La mutation forcée de l'une d'elles, punie par son manager pour être partie conduire son fils à l'hôpital, finit par les pousser à la grève. Sans rien édulcorer de l'âpreté du réel, cette minisérie montre comment la force du collectif peut transcender les luttes. D'un point de vue syndical on aura envie d'hurler sur notre écran «non pas comme ça» ou encore «mais oui!» à un article du code du travail ou au discussion sur la caisse de grève. On notera que la plupart des actrices ne sont pas professionnelles et c'est d'autant plus juste.

Le dernier épisode semble un peu foutraque mais la fin de tournage a été perturbé par un gros mouvement de grève des technicien-es audiovisuelles, où la réalisatrice et la production n'ont pas brillé par leurs solidarités. (article [Rapports de Force](#))

Frotter Frotter

